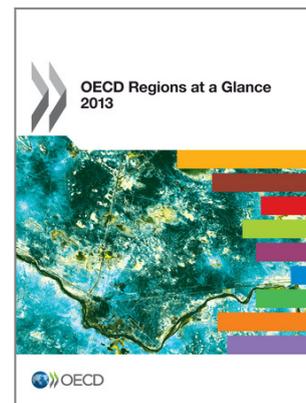


# OECD *Multilingual Summaries*

## OECD Regions at a Glance 2013

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/reg\\_glance-2013-en](http://10.1787/reg_glance-2013-en)

## Panorama des régions de l'OCDE 2013

*Résumé en français*

Les régions ont un rôle de premier plan à jouer dans l'action menée par les autorités pour stimuler la croissance, améliorer le bien-être et réduire les inégalités. Toutefois, dans la moitié des pays de l'OCDE, la crise économique a accentué le décalage entre les régions en pointe et les régions à la traîne en termes de PIB par habitant. Les plus fortes hausses de l'écart entre les 10 % de régions les plus performantes et les 10 % de régions les moins performantes, avec plus de 8 points de pourcentage, sont intervenues en Irlande, en République slovaque et au Danemark. Hormis en Chine et en Inde, lorsque les disparités régionales se sont amenuisées, c'était sous l'effet d'un déclin des régions riches plutôt que d'un rattrapage des régions pauvres. Dans les trois quarts des pays étudiés, le PIB par habitant des 10 % de régions les plus performantes a reculé entre 2008 et 2010 ; c'est au Canada et en Estonie que l'on a observé la plus forte baisse, avec un recul de 12 %.

Les autorités régionales et locales et les autres administrations infranationales (AIN) représentaient 40 % des dépenses publiques de la zone OCDE en 2012, même si les chiffres varient considérablement selon les pays, en fonction de leur degré de fédéralisme, de décentralisation régionale et d'autonomie financière des AIN. Les AIN réalisent 72 % des investissements publics directs de la zone OCDE, et ce taux est souvent plus élevé dans les pays fédéraux (Canada, Belgique, États-Unis, Allemagne et Suisse), où l'on additionne les investissements des États fédérés et des autorités locales.

Les villes de toutes les tailles, et tout particulièrement les grandes villes, ont un poids important dans les résultats nationaux. Les 275 zones métropolitaines des pays de l'OCDE ont concentré, sur la période 2000-10, plus de la moitié du PIB de la zone OCDE. Toutefois, la crise économique n'a pas épargné leur marché du travail. Par conséquent, en 2012, le taux de chômage était supérieur à la moyenne nationale dans 45 % des zones métropolitaines de l'OCDE.

Si les zones métropolitaines sont des unités importantes pour l'action publique, leurs frontières économiques et sociales ne correspondent généralement pas aux délimitations administratives. Dans la plupart des cas, un nombre très important d'administrations locales et régionales contribuent à l'élaboration des politiques au sein d'une même ville, ce qui exige une bonne coordination entre les objectifs des différentes administrations.

Si la croissance économique et les autres indicateurs de succès varient considérablement d'une région à l'autre, y compris au sein d'un même pays, les travaux de l'OCDE montrent que les régions à la traîne peuvent devenir compétitives, à condition d'adopter le bon arsenal de politiques et de coordonner l'action menée à tous les niveaux d'administration.

## Principales conclusions

*Les régions contribuent à la croissance et au bien-être*

- En moyenne, 10 % seulement des régions ont concentré, ces dix dernières années, 39 % de la progression globale de l'emploi et 42 % de la croissance du PIB au sein de la zone OCDE.

- Sous l'effet de la crise économique, la plupart des régions ont subi une baisse de leur PIB par habitant par rapport à 2008. En moyenne, cette diminution a été moins marquée dans les régions rurales que dans les régions urbaines, même si les régions rurales semblent avoir plus de mal à créer des emplois pendant les phases de ralentissement économique.
- Les régions de l'OCDE caractérisées par de forts taux d'emploi affichent également une plus forte proportion de travail à temps partiel, et les taux de travail à temps partiel ont progressé ces dernières années. La composition de la main-d'oeuvre travaillant à temps partiel est influencée non seulement par la démographie régionale, mais aussi par la réglementation et par l'accès à certains services aux familles tels que les structures de garde d'enfants.
- Dans environ 26 % des régions de l'OCDE, moins de 50 % des femmes occupaient un emploi en 2011. C'est en Espagne, aux États-Unis, en Israël, en Italie, en République slovaque et en Turquie que les handicaps régionaux à l'emploi des femmes sont les plus marqués.
- Le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant en Espagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie, au Mexique, en Pologne, au Portugal et en République slovaque, pays dans lesquels il atteint plus de 40 % dans certaines régions. En se penchant sur les spécificités du marché du travail de ces régions et en menant une action adaptée à la situation locale, on pourrait favoriser grandement la reprise à l'échelle nationale.
- Si on a enregistré, ces 30 dernières années, un allongement de l'espérance de vie et une baisse de la mortalité infantile dans tous les pays membres de l'OCDE, on constate encore de forts écarts régionaux pour ces deux indicateurs en Espagne, en Australie, au Mexique, aux États-Unis et au Portugal ; et des écarts régionaux pour la mortalité infantile au Canada et en République slovaque.
- Entre 2005 et 2008, les émissions de CO2 par habitant ont chuté dans la plupart des pays de l'OCDE, et notamment au Canada, ainsi que, pour les pays non-membres, au Brésil.

### *Il faut travailler ensemble et faire plus avec moins*

- Les dépenses des administrations infranationales de l'OCDE représentaient, en 2012, 17 % du PIB, 40 % des dépenses publiques et 72 % des investissements publics directs.
- Les recettes des administrations infranationales de la zone OCDE sont composées, en moyenne, de recettes fiscales à hauteur de 45 % et de transferts en provenance des autorités nationales et supranationales à hauteur d'environ 38 %.
- Fin 2012, la dette brute des administrations publiques de la zone OCDE (30 pays) représentait 113 % du PIB, et la dette des administrations infranationales représentait 22 % du PIB.
- Entre 2007 et 2012, l'investissement direct par habitant des administrations infranationales s'est fortement contracté dans la zone OCDE (avec une baisse d'environ 7 %), sous l'effet des coupes budgétaires effectuées pour réduire les déficits tout en préservant les dépenses dans les domaines de la protection sociale, de la santé et de l'éducation. Sur la même période, la dette brute infranationale par habitant a progressé de 14 %, soit une augmentation d'environ 1 000 USD par habitant.
- Pour la prise de décisions en matière de budgets et de dépenses, tous les niveaux d'administration doivent collaborer en coordonnant leurs objectifs et leurs actions entre l'échelon national, régional et local.

### *Les zones métropolitaines, moteurs de la croissance, du développement durable et de l'inclusion sociale*

- Soixante-dix pour cent de la population de la zone OCDE vit dans des villes de tailles diverses, et les zones métropolitaines concentrent, à elles seules, 50 % de la population de l'OCDE.
- Sur l'ensemble des brevets déposés en 2008 dans 16 pays de l'OCDE, 65 % émanaient de zones métropolitaines.
- La crise a eu un impact sur les zones métropolitaines : dans 26 des 28 pays membres de l'OCDE étudiés, le taux de chômage des zones métropolitaines a davantage augmenté ces quatre dernières années que pendant la décennie précédente.
- Dans de nombreuses zones métropolitaines, l'étalement urbain est plus rapide que l'accroissement démographique.
- Les zones métropolitaines sont de grandes consommatrices d'énergie et de grandes productrices de CO2. Toutefois, dans la moitié des pays membres de l'OCDE, les émissions de CO2 par habitant y sont plus faibles que dans les zones moins densément peuplées.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

**Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.**

**Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE** [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet [www.oecd.org/rights](http://www.oecd.org/rights)



**Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!**

© OECD (2013), *OECD Regions at a Glance 2013*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/reg\_glance-2013-en